

Plus de naissances et de décès en 2008

Marie-Claude COLLET

En Haute-Normandie, l'année 2008 se caractérise par une hausse du nombre des naissances et une augmentation de celui des décès. Cependant, le solde naturel reste positif.

En 2008, 23 800 enfants sont nés en Haute-Normandie. L'augmentation du nombre de naissances amorcée en 2005, ne faiblit pas en Haute-Normandie, suivant en cela la tendance nationale (+ 1,9 %), mais dans une proportion moindre (+ 1,1 %). Il faut remonter aux années 2000-2001 pour trouver un tel chiffre.

Le nombre de naissances progresse malgré la baisse de la population féminine d'âge fécond. En effet, sur dix ans, le nombre de femmes de 20 à 40 ans, qui représentent 95 % des mères, a chuté de 5 %, soit une perte de 13 000 jeunes femmes en âge de procréer. Cependant, ces femmes ont autant d'enfants que leurs aînées mais plus tardivement. Ce décalage a finalement entraîné une baisse de la fécondité dans les années 90 puis une hausse par effet de rattrapage dans les années 2000.

Dans la région, seul le département de l'Eure a contribué à l'augmentation du nombre des naissances, avec plus de 300 naissances supplémentaires par rapport à 2007. Au contraire, en Seine-Maritime, le nombre de naissances est inférieur (- 100) à celui de l'année précédente.

On estime à 15 900 le nombre de décès en Haute-Normandie pour l'année 2008. Si les chiffres se confirment, la hausse du nombre des décès sera alors de 2 % par rapport à l'année 2007. Au niveau national, la tendance est également à la hausse (+ 2,3 %). De façon inéluctable, principalement en raison du vieillissement de la population, le nombre de décès devrait continuer d'augmenter dans les années à venir. De plus, les gains d'espérance de vie, importants ces dernières années, semblent se stabiliser. Au niveau départemental, la hausse de la mortalité est plus marquée en Seine-Maritime, avec + 2,4 %. Elle est plus modérée dans l'Eure (1,3 %).

Toutefois, pour 2008, le solde naturel de la Haute-Normandie continue d'être positif, avec un excédent de 7 900 personnes.

Alors que le PACS continue sa progression, les Haut-Normands semblent

renouer avec l'institution du mariage : 8 600 mariages célébrés en 2007, c'est 2 % de plus qu'en 2006. Après plusieurs années de baisse de la nuptialité, le nombre d'unions augmente depuis deux années consécutives.

L'âge moyen au mariage est de plus en plus tardif. C'est peut-être un des facteurs qui explique la baisse du nombre des divorces prononcés dans la région, comme en France : les gens se mariant plus tard, souvent après quelques années de vie commune, la probabilité de divorcer diminuerait □

Note : les estimations provisoires de 2008 sont basées sur les chiffres des 10 premiers mois de l'année.

LA POPULATION EN HAUTE-NORMANDIE

Au 1er janvier 2006, la Haute-Normandie compte 1 811 055 habitants, soit 30 616 personnes de plus qu'en 1999. La population de la région progresse, mais à un rythme moins rapide que celui de la France métropolitaine (0,2 % par an contre 0,7 %). La croissance de la population régionale est due à l'excédent des naissances sur les décès, les mouvements migratoires étant déficitaires pour la région. Le poids de la région dans le territoire métropolitain est ainsi passé de 3 % à 2,9 %.

Les deux départements ont gagné des habitants, mais c'est la contribution de l'Eure qui a été la plus forte. En effet, ce département, qui a gagné 26 000 habitants depuis 1999, progresse au même rythme que la France métropolitaine (+ 0,7 % par an) et représente désormais 31,3 % de la population régionale contre 30,4 % en 1999.

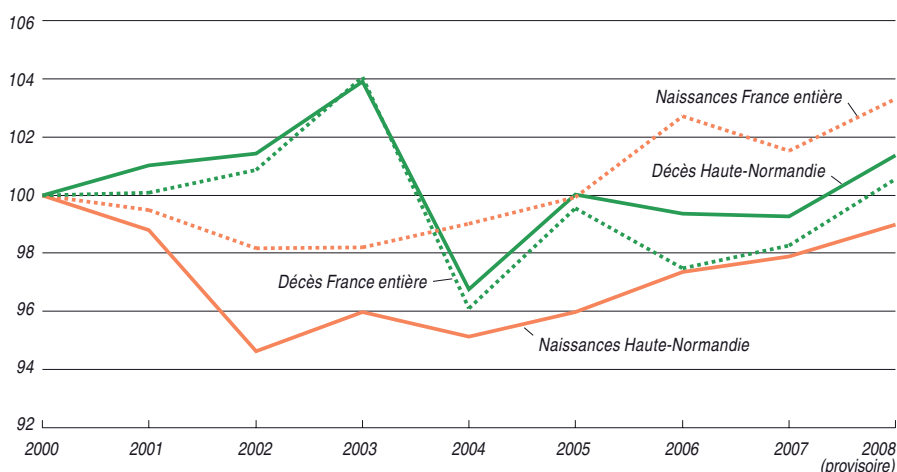
A l'opposé, la population de la Seine-Maritime n'a augmenté que de 0,1 % par an, essentiellement grâce à son solde naturel (+ 0,4 % par an), qui compense ainsi un solde migratoire apparent négatif (- 0,4 % par an).

POUR EN SAVOIR PLUS

Recensement de la population 2006 : la population haut-normande croît en dehors des villes / Insee Haute-Normandie - Brèves d'Aval - N° 6 (janvier 2009).

Bilan démographique 2008 : plus d'enfants, de plus en plus tard / Insee - Insee première - N° 1220 (janvier 2009).

Évolution des naissances et des décès depuis 2000



Source : Insee - Etat civil

Unité : Indice base 100 en 2000

Une progression historique au baccalauréat général

Boris SIMON (Rectorat de l'académie de Rouen)

La rentrée scolaire 2008 affiche à nouveau une baisse des effectifs scolarisés en Haute-Normandie. Dans le même temps, les résultats scolaires de l'année 2007-2008 de l'académie de Rouen poursuivent une progression remarquable.

Les effectifs scolaires inscrits en Haute-Normandie en 2008 suivent logiquement les tendances démographiques. Ainsi, dans les écoles maternelles et primaires, la diminution du nombre d'élèves se confirme pour 2008 en Haute-Normandie (- 291 enfants soit - 0,15 %) face à une stabilité nationale. Cette évolution résulte des pertes d'effectifs en Seine-Maritime, non compensées par le dynamisme démographique de l'Eure.

Pour les enfants inscrits aux collèges en 2008 (nés généralement entre 1993 et 1997), les effectifs sont stables sur un an. En revanche, les classes d'âge des lycéens sont moins importantes. Ainsi, les lycéens qui préparent des baccalauréats généraux et technologiques connaissent une perte d'effectif de 1 250 élèves, soit une baisse de 2,8 %, contre une stabilité nationale. Ceux accueillis en lycées profes-

Les effectifs scolarisés en Haute-Normandie public et privé sous contrat (hors EREA, hors MGI, y compris SEGPA)

	Année scolaire 2008-2009	Évolution par rapport à l'année scolaire 2007-2008
Ecoles maternelles et primaires	192 555	- 0,2
Collèges et lycées dont :	159 618	- 1,4
Formation de collèges (y compris 3e de LP et SEGPA)	95 323	- 0,2
Formations professionnelles	21 247	- 3,9
Formations générales et technologiques	43 048	- 2,8
STS et CPGE (formation du supérieur en lycée)	6 702	3,1
Université* (effectifs hors IUFM)	27 700	- 2,8

Source : éducation nationale, rectorat de Rouen - Base académique élèves
* estimation

Unités : élève, étudiant, %

sionnels sont moins nombreux (- 860 élèves), soit une baisse de 3,9 % alors qu'elle est en moyenne de - 1,2 % pour la France. La rénovation de la voie professionnelle vise à transformer des parcours de quatre ans pour atteindre le baccalauréat professionnel (deux années de BEP + deux années de baccalauréat professionnel) en un cursus de trois ans (seconde, première, et terminale) comme les lycéens classiques. L'objectif est de permettre une meilleure poursuite d'études et de lutter contre l'abandon. Pour ce faire, l'académie a augmenté ses capacités d'accueil à la fois en CAP, pour les jeunes s'engageant dans un cursus professionnel court (+ 50 élèves en première année), et en filière baccalauréat professionnel sur trois ans qui offre 1 500 places à la rentrée 2008 et en offrira 4 800 à la rentrée 2009.

En 2008, le taux de réussite au baccalauréat général atteint 87,6 %, soit l'équivalent du niveau national, ce qui est une première pour l'académie de Rouen. Ainsi, elle se positionne désormais à la 15e place (sur les 25 académies métropolitaines), contre la 21e place en 2007.

Pour le baccalauréat

technologique, le taux de réussite à l'examen s'améliore de 1,8 point pour atteindre 77,8 %, notamment grâce aux séries « sciences médico-sociales » et « sciences et techniques de gestion ». L'académie de Rouen demeure néanmoins à plus de 2,3 points de la moyenne de la France métropolitaine. Concernant le baccalauréat professionnel, le taux de réussite atteint 75,6 %, et est en baisse par rapport à l'an dernier.

Malgré des taux de réussite positifs, globalement, le nombre de bacheliers diminue et le nombre d'étudiants aussi, en conséquence directe de la baisse démographique. Les effectifs en université (y compris IUT) sont en baisse de 800 étudiants (- 2,7 %), du fait de la diminution des inscriptions en première année. Cette baisse est particulièrement sensible à l'université de Rouen. En revanche, les étudiants en post-bac en lycées progressent jusqu'à 6 700 étudiants. En brevet de technicien supérieur (BTS), les effectifs augmentent de 140 étudiants. En classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les effectifs progressent de 60 élèves en première année (+ 7,6 %) soit beaucoup plus nettement qu'au niveau national □

Les résultats aux principaux examens dans l'académie de Rouen

	Taux de réussite	
	Session 2008	Session 2007
Diplôme national du brevet (DNB)	80,2	81,8
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	80,6	80,0
Brevet d'enseignement professionnel (BEP)	72,8	72,3
Baccalauréat		
général	87,6	86,0
technologique	77,8	76,3
professionnel	75,6	77,2
Brevet de technicien supérieur (BTS)	71,0	71,0

Source : éducation nationale, académie de Rouen - Base centrale de pilotage

Unités : élève, %

POUR EN SAVOIR PLUS

www.ac-rouen.fr/rectorat/profession_publications/chiffres_2008.pdf

www.education.gouv.fr/pid271/l-etat-ecole.html

Le nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion augmente en fin d'année

Céline GAUTIER

En décembre 2008, quelque 72 000 minima sociaux sont alloués en Haute-Normandie, soit 2,2 % de moins qu'en décembre 2007. Exceptée l'allocation adulte handicapé, les autres minima sociaux diminuent au cours de l'année 2008. Cependant, la crise économique met fin à cette tendance chez les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion : leur nombre augmente en fin d'année.

A la fin de l'année 2008, 72 000 minima sociaux sont alloués en Haute-Normandie. Ce nombre a diminué de 2,2 % par rapport à l'année 2007.

La crise économique mondiale, qui se fait plus ressentir à partir de septembre 2008, met un terme à la baisse continue du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) depuis 2006. En effet, le nombre d'allocations versées au titre du RMI diminue

de 3,7 % en 2008, mais au cours du dernier trimestre 2008, ce nombre augmente de 1 % en Haute-Normandie. L'Eure subit davantage ce malaise économique que la Seine-Maritime (respectivement + 2,6 % et + 0,5 %). Au niveau national, le même phénomène se produit : 16 000 bénéficiaires supplémentaires perçoivent le RMI au cours du 4ème trimestre de l'année 2008.

Le nombre de chômeurs bénéficiant de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) baisse de 12,7 % en 2008. Cette forte baisse est supérieure à la tendance nationale (- 8,1 %). Cette évolution négative s'explique par le recul du taux de chômage haut-normand sur l'année. Néanmoins, celui-ci augmente au 4ème trimestre 2008. La dégradation de la situation économique laisse présager un retournement de tendance : le nombre de bénéficiaires de l'ASS devrait augmenter dans les mois à venir.

Au cours de l'année 2008, le nombre de titulaires de l'allocation de parent isolé (API) baisse de 1 %. Au niveau national, la baisse est de 2,8 %. En Seine-Maritime, le nombre de bénéficiaires diminue (- 2,6 %) alors que,

dans l'Eure, c'est la tendance inverse (+ 3,7 %).

Le nombre d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) augmente de 3 % en 2008. Au niveau national, le nombre de bénéficiaires augmente plus vite (+ 4,6 %) □

Note : le champ de l'étude porte sur les minima sociaux suivants : le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation de parent isolé (API) et l'allocation adulte handicapé (AAH).

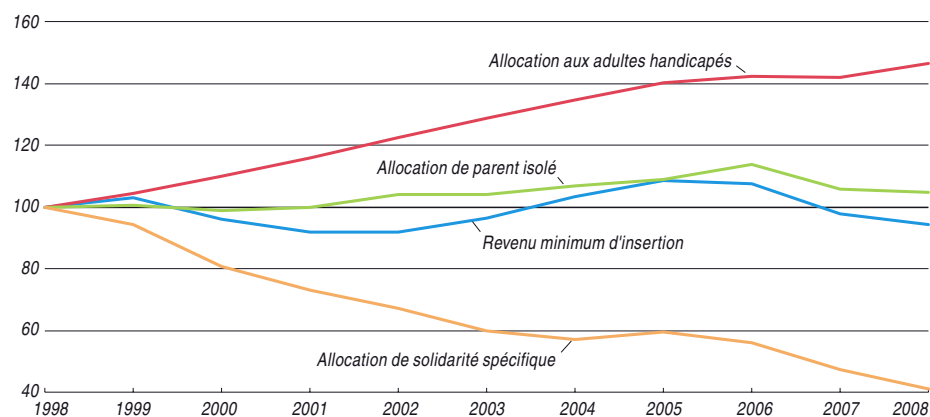
LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE : EXPERIMENTATION EN HAUTE-NORMANDIE

Le revenu de solidarité active ou RSA a pour but de valoriser le retour à l'emploi. Il permet d'assurer une augmentation de revenu pour l'exercice de toute activité professionnelle, pendant une période maximale de 3 ans. Le RSA est expérimenté, dans un premier temps, auprès des allocataires du RMI et de l'API.

L'Eure est un département pilote pour la mise en place de ce revenu de solidarité : le RSA a été mis en place en 2006, et lancé le 1er juillet 2007 à Louviers. Le 1er février 2008, le RSA a été étendu à l'agglomération d'Elbeuf, en Seine-Maritime. Depuis le début de l'expérimentation, Louviers compte au total 295 allocataires au 30 novembre 2008. A Elbeuf, on dénombre 668 bénéficiaires depuis février 2008.

La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion devrait entrer en vigueur le 1er juin 2009. Le Département de l'Eure évalue à 25 000 le nombre d'allocataires potentiels du RSA et celui de la Seine-Maritime à 80 000. Au total, la Haute-Normandie pourrait recenser 105 000 bénéficiaires du RSA à compter du 1er juin 2009.

Évolution des minima sociaux depuis 1998



Sources : Assedic, CNAF, MSA

Unité : Indice base 100 en 1998

POUR EN SAVOIR PLUS

Le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2008 / CNAF, DREES - Etudes et résultats - N° 683 (mars 2009).

STATISS Haute-Normandie : statistiques et indicateurs de la santé et du social / DRASS - Annuel.

www.caf.fr

L'emploi salarié marchand stagne

Éric DÉON

Grâce au dynamisme des services aux entreprises et aux particuliers, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands se maintient en Haute-Normandie. La baisse des effectifs dans l'industrie s'accroît. Le commerce et la construction résistent.

Après deux années consécutives de hausse, l'emploi salarié haut-normand marque le pas en 2008 dans les secteurs principalement marchands non agricoles. Le fléchissement apparaît dès le début du second semestre et s'amplifie au cours de l'automne 2008 lors de la crise financière internationale.

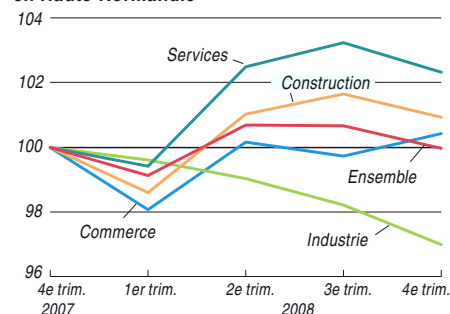
Le secteur industriel est durement touché avec une baisse de l'emploi de 3 %, notamment dans l'industrie automobile et l'industrie des biens de consommation. Les activités industrielles traditionnelles telles l'habillement, le cuir, le textile, l'édition-imprimerie sont gravement frappées par la crise : les fermetures d'entreprises et les réductions d'effectifs sont fréquentes.

Le maintien du niveau des effectifs

salariés dans le commerce et la construction révèle une activité étonnante dans ces secteurs. Les services, hors travail intérimaire, se portent toujours bien. Le nombre de salariés augmente de 2,3 % et permet d'atténuer les pertes d'emploi subies dans l'industrie. La croissance est tonique dans les services aux entreprises, particulièrement dans les activités informatiques et dans les activités de nettoyage où les créations d'établissements génèrent beaucoup d'emplois dès le démarrage de leur exploitation. L'emploi augmente vivement également dans les services aux particuliers, notamment dans les services personnels et domestiques. Cette hausse est probablement facilitée par les mesures gouvernementales et l'utilisation des chèques emploi-service. En revanche, les effectifs salariés des activités immobilières chutent.

L'emploi est stable en Seine-Maritime (+ 0,1 %), il baisse très légèrement dans l'Eure (- 0,5 %). En Seine-Maritime, les emplois des services et de la construction progressent davantage que dans l'Eure. *Contrairement*, la baisse des effectifs industriels y est plus prononcée. Dans l'Eure, le commerce bénéficie d'une plus forte croissance □

Évolution de l'emploi salarié par grand secteur en Haute-Normandie



Sources : Insee, Urssaf

Unité : Base 100 au 4e trim. 2007 (données brutes)

MÉTHODOLOGIE

L'évolution de l'emploi est basée sur l'exploitation des bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC) adressés par les employeurs à l'Urssaf (Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales). Ces données, transmises trimestriellement à l'Insee, permettent de fournir un indicateur trimestriel localisé de l'évolution de l'emploi salarié, après expertise au sein de l'application Epure 2 (Extension du projet urssaf sur les revenus et l'emploi version 2).

Les évolutions de l'emploi sur le secteur marchand non agricole sont étudiées hors les grandes entreprises suivantes : la SNCF, La Poste, France Télécom, Air France, la Banque de France. Sont également exclus l'intérim, les effectifs de l'éducation, la santé et l'action sociale, l'administration et les secteurs relevant de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Au total, le champ étudié (secteur privé de l'industrie, de la construction, du commerce et des services) couvre 57 % de l'emploi salarié régional.

Avertissement

À compter du 1er trimestre 2008, une nouvelle chaîne d'exploitation est mise en place pour le traitement des données sur l'emploi. Par ailleurs, la centralisation des fichiers des Urssaf par l'Aocoss modifie le mode de suivi des établissements. Ces changements dans le processus de production provoquent une rupture de série et seul un ensemble minimal d'indicateurs est actuellement calculé.

L'année 2009 est donc une période intermédiaire qui ne produira que des indices bruts d'évolution. En 2010, ces indices d'évolution seront corrigés des variations saisonnières (CVS).

POUR EN SAVOIR PLUS

La croissance de l'emploi salarié marchand s'accroît / AM.David et C.Sueur - Bilan 2007, l'année économique et sociale - Cahier d'Aval - N° 79 (juin 2008).

www.insee.fr, région Haute-Normandie, rubrique conjoncture régionale.

Évolution de l'emploi salarié en 2008

	Eure	Seine-Maritime	Haute-Normandie
Industrie	- 2,1	- 3,5	- 3,0
Dont : Industries agricoles et alimentaires	1,9	- 3,4	- 2,0
Industries des biens de consommation	- 5,1	- 5,5	- 5,2
Industrie automobile	- 3,6	- 11,0	- 10,7
Industries des biens d'équipement	1,2	- 0,2	0,2
Industries des biens intermédiaires	- 2,4	- 2,2	- 2,3
Construction	0,4	1,1	0,9
Commerce	1,3	0,1	0,4
Services	0,4	2,9	2,3
Dont : Transports	- 1,1	0,5	0,2
Activités immobilières	- 8,0	- 5,4	- 6,0
Services aux entreprises	1,6	5,5	4,5
Services aux particuliers	0,6	3,2	2,5
Ensemble	- 0,5	0,1	0,0

Sources : Insee, Urssaf

Unité : % - Évolution entre les 4e trimestres 2007 et 2008 (données brutes)

Un retournement rapide et marqué dès le printemps 2008

Martial MAILLARD (Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)

En 2008, le recours au travail intérimaire régresse fortement en Haute-Normandie, notamment en Seine-Maritime où la dégradation est plus accentuée qu'au niveau national. Plus marqué dans l'industrie, notamment automobile, ce repli de l'intérim équivaut à la suppression de 8 300 emplois.

En 2008, en Haute-Normandie, 56 500 contrats d'intérim sont conclus en moyenne chaque mois en données corrigées des variations saisonnières (1), soit 7,5 % de moins qu'en 2007. Ce repli est plus marqué en Seine-Maritime (- 9,2 %) que dans l'Eure (- 4,7 %). Le nombre de missions en cours et le volume du travail temporaire mesuré en équivalent temps plein sont également en régression, respectivement de 7,7 % et de 6,3 % au niveau régional.

Néanmoins, ces moyennes mas-

quent un retournement brutal de la conjoncture. Le recours au travail temporaire atteint un sommet historique en février 2008 avec 29 300 missions en cours, 62 100 contrats conclus et un volume de 29 300 équivalents temps plein.

Depuis mars 2008, l'intérim régresse, du fait de la baisse de l'activité économique. De février à décembre 2008, en Haute-Normandie, le nombre de missions en cours diminue fortement (- 26,5 %), de même que le nombre d'équivalents temps complet (- 28,3 %). La chute du nombre de contrats conclus dans le mois est un peu moins marquée (- 16,0 %).

Mesuré en équivalent temps plein, le repli du volume du travail temporaire est aussi plus prononcé en Seine-Maritime (- 31,2 %) que dans l'Eure (- 22,0 %). Cette baisse est plus accentuée en Seine-Maritime qu'au niveau national (- 22,1 %). Au niveau régional, la contraction de l'intérim équivaut sur cette période à la suppression de 8 300 équivalents temps plein en données corrigées des variations saisonnières.

Affectant tous les secteurs d'activi-

DÉFINITIONS

CONTRAT CONCLU
C'est une mission dont la date de début appartient au mois considéré.

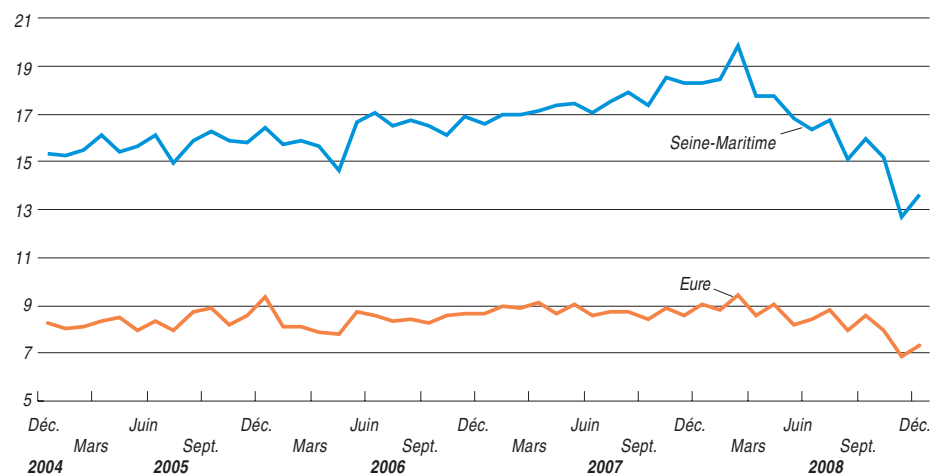
CONTRAT EN COURS
C'est un contrat dont la date de fin n'est pas remplie ou dont la date de fin (si elle est mentionnée, et quelle que soit sa date de début) n'est pas atteinte au dernier jour ouvré du mois. Pour des raisons de cohérence, on fait une moyenne des contrats en cours sur les cinq derniers jours ouvrés du mois.

ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN
C'est le rapport entre le nombre d'heures effectuées par un intérimaire et celui réalisé par une personne travaillant à temps plein, dont le volume quotidien de travail serait équivalent. Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur.

té, le ralentissement de l'intérim revêt néanmoins des intensités variables. La baisse est plus sensible dans l'industrie que dans la construction, les services occupant une position médiane. De décembre 2007 à décembre 2008, en données brutes, le volume du travail temporaire utilisé dans l'industrie régresse de 31,6 %, et même de 88,0 % dans l'industrie automobile. La diminution est de 10,2 % dans la construction et de 16,6 % dans le tertiaire. Si cette baisse atteint 31,4 % dans les transports, elle est plus modérée dans le conseil et assistance (- 8,7 %).

Le repli sévère de l'intérim dans l'industrie automobile et sa sous-traitance, mais aussi dans les transports explique la dégradation plus marquée en Seine-Maritime, où ces secteurs sont plus présents □

Évolution du nombre d'équivalents temps plein en Haute-Normandie



Sources : DRTEFP - DARES - UNEDIC

Unité : millier (données CVS)

(1) Sauf mention contraire, les indicateurs présentés dans cet article sont corrigés des variations saisonnières.

POUR EN SAVOIR PLUS

L'emploi intérimaire au troisième trimestre 2008 / Dares (Domens J)- Premières Synthèses - N° 05.1 (janvier 2009, 4 numéros par an).

Après une forte progression en 2007, recul des contrats aidés en 2008

Martial MAILLARD (Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)

En 2008, 36 000 Haut-Normands bénéficient d'un contrat ou d'une formation en alternance dans le cadre du plan de cohésion sociale. Le nombre de ces contrats recule de 7,6 % en 2008, du fait de la baisse des contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le secteur non marchand et de la suppression du soutien à l'emploi des jeunes en entreprise.

En 2008, les contrats aidés du secteur marchand permettent l'embauche ou le renouvellement de contrats pour 1 700 personnes en Haute-Normandie. Ce nombre progresse de 5,6 % par rapport à 2007, du fait de la hausse de 16,4 % du nombre de contrats initiative emploi (CIE). Cette mesure représente 86 % des contrats du secteur marchand. Moins fréquent, le contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) recule de 32,1 % en 2008 avec seulement 250 contrats prescrits.

Le nombre de contrats aidés du sec-

teur non marchand diminue fortement en 2008 (- 23,0 %). En 2008, 6 400 personnes sont recrutées ou renouvèlent un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) contre 9 600 l'année précédente, soit une baisse de 33,8 %. Cette baisse est plus marquée pour les embauches (- 35,8 %) que pour les renouvellements (- 31,3 %). Avec 4 200 embauches ou avenants de reconduction, le nombre de contrat d'avenir (CAV) progresse de 2,2 %.

Pour les quatre dispositifs d'emploi aidé du plan de cohésion sociale (CIE, CIRMA, CAE et CAV), 12 300 contrats sont enregistrés en 2008. Ce nombre régresse de 20,0 % par rapport à 2007.

Les entrées en formation en alternance poursuivent leur croissance en 2008 (+ 1,9 %). En hausse de 9,0 %, les entrées en contrat de professionnalisation sont particulièrement dynamiques. En 2008, 4 800 personnes, le plus souvent des jeunes, entrent dans ce dispositif. Néanmoins, avec 10 600 entrées, l'apprentissage subit un léger tassement (- 1,1 %).

Enfin, 8 100 jeunes sont en contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), destiné à des jeunes de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Ce nombre recule de 1,9 % par rapport à 2007 □

CONTRATS ET FORMATIONS
EN ALTERNANCE

Les contrats aidés ont pour objectif de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes en difficulté. Chaque contrat a ses spécificités.

Dans le secteur marchand, le contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA) s'adresse aux bénéficiaires de minima sociaux ; le contrat initiative-emploi (CIE) concerne les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale et/ou professionnelle.

Pour le secteur non marchand : le contrat d'avenir (CAV) s'adresse aux bénéficiaires des minima sociaux et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) concerne des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail.

Le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation permettent à des jeunes d'acquérir une formation professionnelle en alternance.

L'ensemble de ces mesures est mobilisable dans le cadre d'un contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) et ouvre ainsi droit à l'accompagnement vers l'emploi durable pour des jeunes (de 16 à 25 ans sans qualification ou au maximum un bac+2 non validé ou inscrits comme demandeurs d'emploi plus de 12 mois au cours des 18 derniers mois) qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle.

En vigueur jusque fin 2007, le soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE), qui s'appliquait aux jeunes, est supprimé. Cette mesure avait permis l'embauche de 3 000 jeunes en 2007.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les contrats aidés du plan de cohésion sociale en Haute-Normandie en 2008 / DRTEFP de Haute-Normandie - TEN Info (à paraître en juin 2009).

www.cohesionsociale.gouv.fr

Les principaux contrats aidés en 2008

	Haute-Normandie			France métropolitaine	
	Entrées 2008	Evolution 2007/2008	% Région/France	Entrées 2008	Evolution 2007/2008
Contrats d'apprentissage	10 595	- 1,1	3,8	280 673	0,1
Contrats de professionnalisation	4 838	9,0	2,8	173 479	5,6
Contrats initiative emploi* (CIE)	1 471	16,4	4,4	33 432	- 11,1
Contrats d'insertion - Revenu minimum d'activité* (CI-RMA)	245	- 32,1	2,6	9 478	- 23,8
Contrats d'accompagnement dans l'emploi* (CAE)	6 384	- 33,8	3,9	165 301	- 33,3
Contrats d'avenir* (CAV)	4 230	2,2	4,1	104 348	- 7,8
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	8 149	- 1,9	4,7	171 716	3,1

Sources : DARES - tableau de bord des politiques d'emploi, CNASEA
Données 2008 provisoires arrêtées à la fin janvier 2009
* nouvelles entrées et avenants de reconduction.

Unités : nombre, %

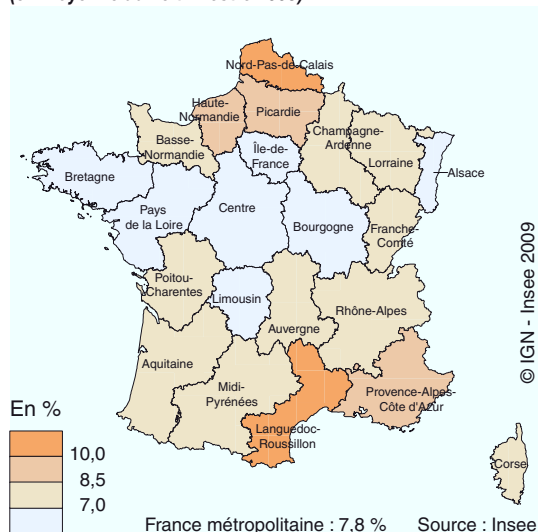
Détérioration du marché du travail

Jean-Philippe CARITG

Plus marquée en Haute-Normandie qu'en France métropolitaine, la dégradation du marché du travail touche particulièrement les hommes et les moins de 25 ans. Les inscriptions à l'ANPE pour fin de mission d'intérim progressent fortement. Les reprises d'emploi ou d'entrée en stage sont en forte diminution.

Au 4^e trimestre 2008, le taux de chômage en Haute-Normandie atteint 8,6 % de la population active. Après huit trimestres de baisse ininterrompue, le chômage en Haute-Normandie repart à la hausse au deuxième trimestre 2008. Ce retournement de tendance s'accroît avec l'aggravation de la crise économique au quatrième trimestre de l'année. Peu de régions échappent à ce scénario haussier.

Taux de chômage localisé par région (en moyenne au 4^e trimestre 2008)



Les demandeurs d'emploi* inscrits à l'ANPE au 31 décembre 2008

	Effectifs		Evolution sur un an	
	Haute-Normandie	France métropolitaine	Haute-Normandie	France métropolitaine
Ensemble	71 046	2 257 790	14,9	9,9
Hommes	37 080	1 170 227	19,9	15,7
Femmes	33 966	1 087 563	9,9	4,4
Moins de 25 ans	17 534	443 851	23,1	21,0
Inscrits depuis plus d'un an	18 483	544 570	8,4	1,1

Sources : STMT, Pôle emploi, Dares

Unités : nombre, %

* Il s'agit des demandeurs d'emploi de catégories 1, 2 et 3 dont on retire les personnes ayant eu une activité réduite de moins de 78 heures. Cette diminution est la plus proche du concept du chômage au sens du BIT.

Sur un an, l'écart avec la France métropolitaine se creuse (+ 0,6 point contre + 0,3). La Haute-Normandie devient la 5^e région la plus affectée. La poussée du chômage, très importante en Seine-Maritime (+ 0,8 point), est toutefois moins vive dans l'Eure (+ 0,3 point).

Au 31 décembre 2008, la Haute-Normandie compte 71 000 demandeurs d'emploi au sens du Bureau international du travail, soit une hausse de 15 % par rapport à 2007. Deux fois plus rapide chez les hommes (+ 20 %) que chez les femmes, cette augmentation témoigne des difficultés économiques régionales rencontrées dans l'industrie : dans ce secteur, la main-d'œuvre masculine est largement majoritaire surtout dans la construction automobile (moins de 10 % de femmes).

Chez les moins de 25 ans, la progression atteint + 23 %. Pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, l'accroissement est moins vif (+ 8 %) mais comparativement au niveau national 8 fois plus soutenu.

Sur l'année, le nombre d'inscriptions à l'ANPE croît de 1,7 %. Les intérimaires en fin de mission contribuent le plus à ces nouvelles immatriculations. Le nombre de sorties des demandes d'emplois diminue de 6 % en Haute-Normandie. Stables au niveau national, les sorties pour motif d'entrée en stage chutent de 10 % dans la région □

DÉFINITIONS

Selon le BIT (Bureau international du travail), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- Être sans emploi : c'est-à-dire de ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- Être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- Chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

POUR EN SAVOIR PLUS

Aux frontières de l'emploi, du chômage et de l'inactivité / Insee - Insee Première - N° 1207 (août 2008).

Une photographie du marché du travail en 2007 / Insee - Insee Première - N° 1206 (août 2008).

Baisse de l'activité dans le secteur industriel

Bruno BLAZÉVIC

L'année 2008 est marquée par le décrochement du secteur industriel avec un volume de commandes en retrait et une baisse accrue des dépenses d'investissement. La rentabilité des entreprises diminue en outre dans tous les secteurs. Toutefois, la progression de l'activité dans les services marchands aux entreprises et la construction sauve la mise.

L'évolution de l'activité industrielle en Haute-Normandie, mesurée par le chiffre d'affaires, fléchit nettement en 2008 (- 1,8 %). Le recul est particulièrement illustré par la chute des commandes dans le secteur automobile (- 19,5 %). Le repli est de même constaté pour les biens de consommation (- 2,4 %) ; par ailleurs, la progression dans les biens d'équipement décélère (+ 2,9 %). Le bond observé pour les industries agro-alimentaires (+ 12,5 %) constitue le seul signal favorable.

La baisse des dépenses d'investissement entamée en 2007 s'amplifie (- 14,2 % contre - 5,2 %). Mis à part les biens intermédiaires, le constat est amer dans tous les secteurs d'activité. Les programmes d'investissement dans le secteur de l'automobile (- 82 %) sont les premiers affectés.

Le chiffre d'affaires dans les services marchands aux entreprises progresse de + 6,4 % en 2008. Portée par l'activité portuaire, la composante transport-logistique est soutenue (+ 6,9 %) malgré le tassement des transports routiers. L'évolution est variable dans les autres secteurs : les activités informatiques accusent un repli (- 3,9 %) tandis que les activités de nettoyage enregistrent une nette hausse (+ 8,7 %).

Avec une progression de la production en valeur de + 9,6 % en 2008, l'activité dans la construction poursuit son rythme de croissance, celle-ci est toutefois largement attribuée à un effet prix.

Le démarrage de constructions d'infrastructures en début d'année permet d'atteindre une hausse de + 13,5 % dans le secteur des travaux publics.

MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans cet article sont issus d'une enquête menée en janvier 2009 par la Banque de France auprès d'un échantillon d'entreprises et d'établissements implantés en Haute-Normandie. L'objectif est d'évaluer les premiers résultats de l'année écoulée en matière d'activité, d'exportations, d'investissement, d'emploi et de rentabilité et de dégager une tendance prévisionnelle pour l'année en cours.

L'échantillon qui sert de base à cette analyse n'est pas constant dans le temps. Il est modifié chaque année en fonction des nouvelles adhésions et des éventuelles disparitions d'entreprises.

L'activité de gros œuvre dans le bâtiment progresse de + 12 %, avec un bon premier semestre. Elle est par ailleurs soutenue par l'apport d'investissements privés. La hausse de 5 % dans le second œuvre est attribuée principalement aux travaux d'entretien-rénovation et aux commandes publiques en faveur du logement social.

Enfin, une majorité de chefs d'entreprises s'attend à une stabilité de leur rentabilité sur 2008, dans une orientation à la baisse générale. Les entrepreneurs du secteur de la construction semblent toutefois plus optimistes □

Évolution de l'activité et de la rentabilité des entreprises de Haute-Normandie entre 2007 et 2008

	Chiffres d'affaires	Rentabilité (*)		
		en diminution	stable	en augmentation
Industrie	- 1,8	35,6	35,6	28,8
Construction	9,6	22,3	45,7	32,0
Services marchands aux entreprises	6,4	28,0	45,7	26,3

Source : Banque de France

Unité : %

(*) Lecture du tableau : 28,8 % des entreprises industrielles de Haute-Normandie jugent que leur rentabilité est en augmentation entre 2007 et 2008.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les entreprises en Haute-Normandie : bilan 2008 et perspectives 2009 / Banque de France - Tendances Régionales - Hors série (février 2009).

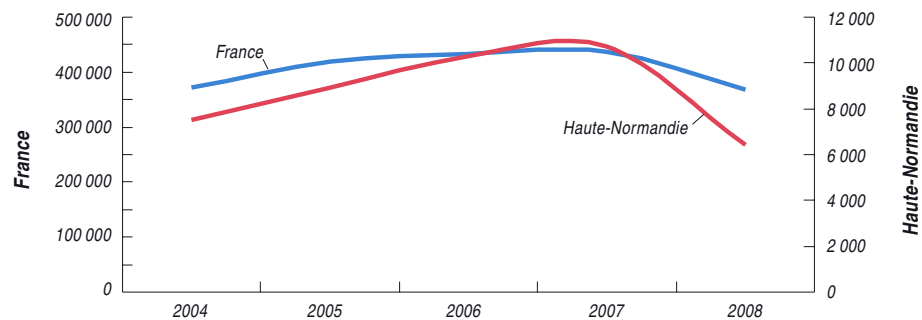
Retournement de conjoncture

Michel MALANDAIN et Erwan POULIQUEN (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement)

Après une année 2007 exceptionnelle pour la construction neuve en Haute-Normandie, le retournement en 2008 n'en est que plus spectaculaire. Tous les segments de marché sont touchés mais les promoteurs immobiliers, pour les logements, et le secteur secondaire, pour les locaux, sont les plus marqués.

En 2008, la baisse dans la construction neuve en Haute-Normandie est la plus forte de France (respectivement - 39 % et - 16 %). Les logements mis en chantier sont au nombre de 6 435. L'ampleur de la baisse s'explique par plusieurs années successives de hausse aboutissant à une année 2007 exceptionnelle. Il faut remonter jusqu'aux années

Nombre total de logements commencés par an



Source : Dreal - Sitadel

Unité : nombre

1980 pour retrouver un niveau de construction supérieur à 10 000 logements.

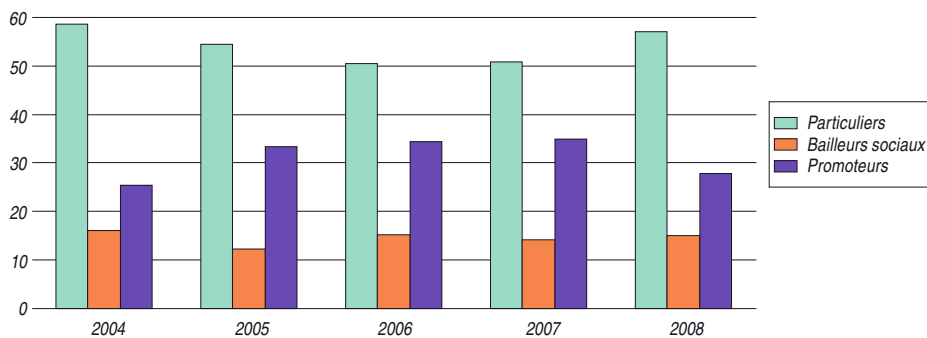
Les principaux acteurs de la construction neuve de logements ont chacun un rôle dans l'évolution du marché immobilier en 2008. Ainsi, les promoteurs immobiliers présentent une évolution cyclique fortement corrélée à la conjoncture immobilière. Leur part augmente

dans la phase haussière de construction ; ils tirent la croissance du marché ; leur activité représente alors 3 800 logements et 35 % du marché. A l'inverse, quand la construction baisse en 2008, leur repli est d'autant plus important avec environ 1 800 logements et une part du marché à 28 %. Les particuliers, qui génèrent pourtant entre 50 et 60 % de la construction, ont un moindre impact ; cela s'est notamment vérifié durant le pic de construction en 2006 et 2007. Les bailleurs sociaux, intervenant sur un marché plus réglementé et moins exposé à la conjoncture, conservent une part qui oscille autour de 15 %.

L'évolution de la construction des locaux d'activité en Haute-Normandie est similaire à celle des logements, avec une baisse de 38 %, soit deux fois plus importante qu'au niveau national (- 19 %). Là aussi, cette baisse est à relativiser au regard de l'année 2007, assez exceptionnelle, pour ne pas dire atypique. En effet, l'année 2008 semble plutôt s'inscrire dans la tendance à la baisse observée depuis 2005.

Tous les secteurs sont en repli, en baisse de 35 % pour le primaire et le tertiaire, mais c'est surtout le secondaire qui marque le pas avec une chute de 45 %, après une année 2007 de forte hausse □

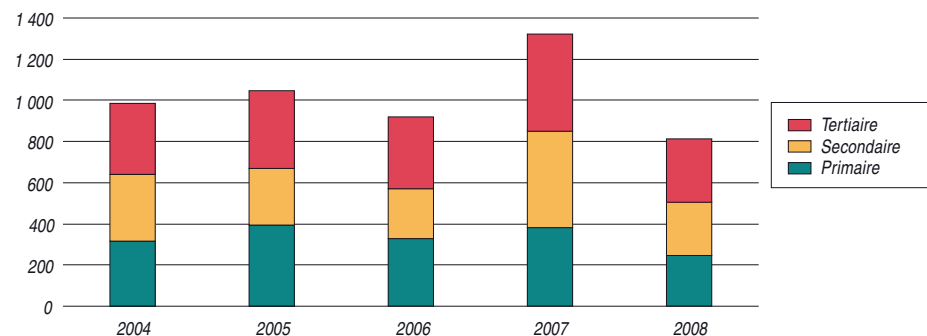
Logements commencés par type de maîtrise d'ouvrage en Haute-Normandie



Source : Dreal - Sitadel

Unité : %

Locaux d'activité par secteur en Haute-Normandie



Source : Dreal - Sitadel

Unité : millier de m²

POUR EN SAVOIR PLUS

www.haute-normandie.equipement.gouv.fr, rubrique habitat puis étude et statistiques
www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr, rubrique logement-construction puis construction neuve

Nouvelle croissance des trafics portuaires

Jean-Philippe CARITG

Malgré un contexte socio-économique difficile, l'activité des principaux ports haut-normands augmente en 2008. Le pétrole au Havre, les céréales à Rouen et le frêt transmanche à Dieppe soutiennent les trafics maritimes. Les autres modes de transport sont en recul, surtout l'aérien.

En 2008, l'activité portuaire du Havre croît de 1,7 %. Les tonnages atteignent 80 millions de tonnes (Mt), pour la première fois depuis trente ans. Porté par la chute des prix, le trafic d'hydrocarbures est en nette hausse (+ 7 %). Spécificité du Havre, le transport par conteneurs baisse de 7 %. Les mouvements sociaux du printemps puis le ralentissement général de l'économie expliquent ce recul. Le trafic de passagers de ferries est stable à 354 000 voyageurs.

Le trafic du port de Rouen progresse de 2 % et atteint 22,7 Mt. Cette progression résulte d'une excellente campagne céréalière (+ 23 %) à 6,35 Mt et de la bonne tenue des vrac solides non alimentaires (+ 19 %). En revanche, le trafic d'hydrocarbures est en net recul (- 13 %) : l'accentuation des acheminements par pipeline et la diminution des exportations des produits raffinés vers les Etats-Unis expliquent cette chute. Le nombre de conteneurs traités est en recul de 9 % et s'établit à 208 000 équivalents vingt pieds. Malgré tous les événements liés à l'Armada en juillet 2008, le nombre

de croisiéristes recule (- 6 %) et atteint 26 300 passagers.

A Dieppe, l'activité totale du port est en hausse de 21 % et s'établit à 2 Mt. Les trois-quarts de cette augmentation résultent de la progression du frêt transmanche qui représente 70 % des activités portuaires. Cette hausse est en partie liée aux diminutions du trafic dans le tunnel sous la Manche après l'incendie du mois de septembre. Le nombre de passagers est stable à 266 000 voyageurs.

En recul de 4,3 %, le trafic fluvial de marchandises atteint 13,2 Mt. La baisse incombe surtout à la chute du transport de produits pétroliers (- 29 %). Les matériaux de construction restent stables à 5,8 Mt. Le trafic des produits agricoles est en très forte hausse (+ 40 %) à 1,4 Mt transportées.

En baisse de 3 %, le frêt ferroviaire atteint 6,7 Mt. Ce ralentissement reste modéré comparé au niveau national (- 11 %). Avec 1,4 Mt transportées, les produits pétroliers restent le premier pourvoyeur du frêt ferroviaire, juste devant les produits manufacturés.

Avec 51 600 personnes, le nombre de passagers recule de 15 % à l'aéroport du Havre-Octeville. La fermeture des lignes vers Amsterdam et Brighton explique cette forte diminution.

De même, la situation est morose à l'aéroport de Rouen-Vallée-de-Seine où le nombre de passagers hors transit chute de 20 % à 27 700 personnes

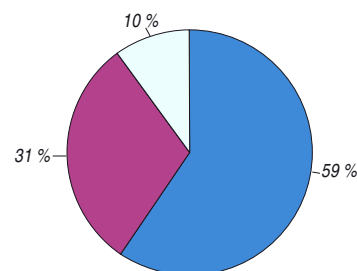
POUR EN SAVOIR PLUS

www.rouen.port.fr
www.havre-port.net
www.portdedieppe.fr
www.vnf.fr

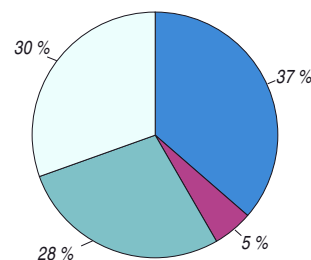
Les activités maritimes et portuaires du Havre / Insee Haute-Normandie - Cahier d'Aval - N° 80 (juillet 2008)

Répartition des trafics des ports

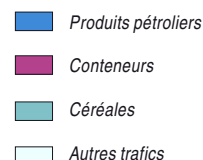
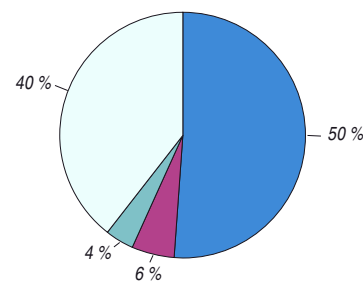
Port du Havre



Port de Rouen



Autres grands ports maritimes *



Source : grands ports maritimes

Unité : %

* Bordeaux, Dunkerque, Marseille, Nantes - Saint-Nazaire et La Rochelle.

ERRATUM du Bilan économique et social 2008 en Haute-Normandie, p13 :

Début avril 2009, les Voies Navigables de France ont procédé à un réajustement statistique de l'ensemble des trafics fluviaux enregistrés en 2008 sur la Seine. Le trafic de Haute-Normandie est ainsi affecté.

Dans l'article sur *les transports en Haute-Normandie en 2008*, il faut maintenant lire :

Chapô :

Malgré un contexte socio-économique difficile, l'activité des principaux ports haut-normands augmente en 2008. Le pétrole au Havre, les céréales à Rouen et le fret transmanche à Dieppe soutiennent les trafics. Le transport fluvial progresse également, à l'inverse du ferroviaire et surtout de l'aérien.

Au 4^{ème} paragraphe :

En hausse de 2%, le trafic fluvial de marchandises atteint 14 Mt. Les produits agricoles (+42% à 1,5 Mt) sont les principaux contributeurs de cette hausse. Les matériaux de construction, en hausse de 5%, représentent la moitié du trafic. Le transport de conteneurs recule de 13%.

Année record et retournements de tendances

Michel DELACROIX, Mathieu GRENIER (Direction régionale de l'agriculture et de la forêt)

Les années se suivent et ne se ressemblent pas. En grandes cultures, les rendements, décevants en 2007, atteignent des niveaux record mais les prix s'effondrent en 2008. En lait, la reprise amorcée fin 2007 au terme de plusieurs années difficiles se confirme, le prix augmente et tire la production mais l'embellie ne dure pas, l'année 2008 se termine par une crise.

En grandes cultures, l'année 2008 est exceptionnelle à plus d'un titre en Haute-Normandie. Exceptionnelle d'abord par les surfaces cultivées : les prix inédits en début de campagne et la fin du gel obligatoire incitent les agriculteurs à semer plus de blé (275 000 ha au total, soit 10 % de plus qu'en 2007), et moins de colza. Exceptionnelle aussi par la

durée de la moisson : perturbée par une météo exécrable en août, la récolte du blé s'achèvera mi-septembre en Seine-Maritime. Il faudra faire appel à la solidarité pour la terminer. Exceptionnelle enfin par les rendements, favorisés par un printemps propice, ils atteignent des niveaux jamais vus : 92 quintaux en blé, 85 en orge et 40 en colza. Mais côté prix, après l'euphorie, c'est la déception. La perspective d'une offre mondiale abondante réduit la spéculation sur les matières premières agricoles et provoque la chute des cours. Sur le port de Rouen, le blé qui valait 280 euros la tonne en début d'année, tombe à 160 euros à la moisson et à 124 euros en décembre.

Les autres cultures ne sont pas en reste. Le lin atteint 80 tonnes de paille de bonne qualité à l'hectare mais le contexte est morose. Le marché est saturé par la baisse de la demande chinoise ; l'interprofession appelle les producteurs à réduire les surfaces pour la prochaine

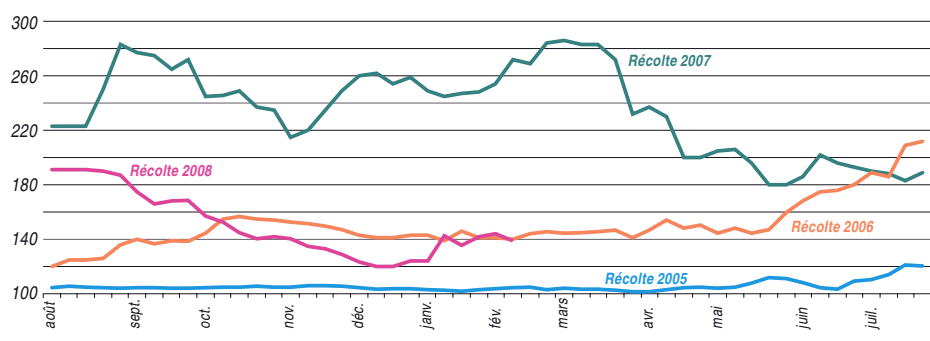
campagne. Les betteraves aussi battent des records, 88 tonnes par hectare avec une teneur en sucre particulièrement élevée, mais sur fond de restructuration sucrière, synonyme de baisse des prix. Il n'y a guère que les pommes de terre qui affichent des rendements en baisse. La récolte reste de bon niveau cependant.

En élevage, 2008 souffle le chaud et le froid. Stimulée par la revalorisation du prix du lait et l'autorisation de dépassement de quota, la campagne laitière, qui débute en avril, confirme l'embellie amorcée fin 2007. Les livraisons augmentent et les prix sont soutenus. Mais dès l'automne, la situation se dégrade. Confrontés à une offre abondante, les industriels font pression pour baisser fortement le prix du lait. La tension monte. Un accord est finalement trouvé par l'interprofession. Il prévoit une baisse plus mesurée, étalée jusqu'en 2009. L'effet prix conjugué à la fin des autorisations de dépassement est immédiat : les livraisons sont en net recul en fin d'année.

En Haute-Normandie, la production de viande bovine est très liée à la production laitière. En début d'année, dans un contexte de reprise laitière, l'offre en vaches de réforme est réduite, les bœufs et les jeunes bovins compensent le déficit. Les cours sont soutenus et se maintiennent à un bon niveau jusqu'à l'été. Avec la crise laitière, les réformes reprennent à l'automne, au moment où les éleveurs déchargent les herbages. Le marché de la viande est vite saturé, d'autant plus que la consommation baisse. En fin d'année, les cours plongent.

Sur le plan économique, il est trop tôt pour dresser le bilan d'une année peu ordinaire. Les comptes prévisionnels de l'agriculture au plan national prévoient une baisse du revenu des agriculteurs en 2008. Les retournements rapides de tendances provoquent un climat d'incertitude, avec en toile de fond les perspectives d'une nouvelle politique agricole commune et les inquiétudes qu'elle suscite □

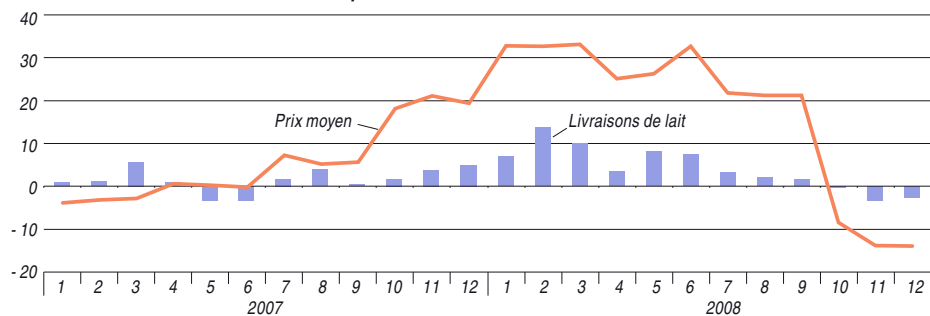
Évolution du prix du blé en Haute-Normandie



Source : ONIGC

Unité : Prix Rendu Rouen, euro/tonne

Évolution mensuelle des livraisons et prix du lait en Haute-Normandie



Source : Agreste - SM Lait

Unité : variation en % par rapport au même mois de l'année précédente

POUR EN SAVOIR PLUS

www.agreste.agriculture.gouv.fr
www.draaf.haute-normandie.agriculture.gouv.fr

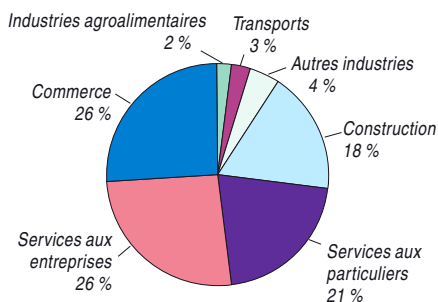
Une croissance ralentie

Catherine SUEUR

En 2008, les créations d'entreprises augmentent de 1,7 % en Haute-Normandie et représentent 6 185 unités. Avec un taux de création de 10,3 %, le renouvellement du tissu productif s'effectue au même rythme qu'en 2007. Les entreprises créées avec des salariés restent minoritaires mais le nombre moyen de salariés augmente sensiblement.

Avec 6 185 entreprises créées en 2008, le rythme des créations ralentit en Haute-Normandie. En hausse de 1,7 % (+ 16,3 % en 2007), il est proche de celui de la France (+ 1,8 %). Après un 1er trimestre encore en expansion, le nombre de créations chute dès le 2e trimestre et le recul se poursuit jusqu'à la fin de l'année. Le contexte économique défavorable n'est pas incitatif. Par ailleurs, certains créateurs potentiels retardent probablement leur projet afin de bénéficier du statut d'auto-entrepreneur, applicable au 1er janvier 2009 (ce nouveau statut, instauré par la loi de modernisation de l'économie, simplifie les

Répartition des créations d'entreprises en Haute-Normandie en 2008



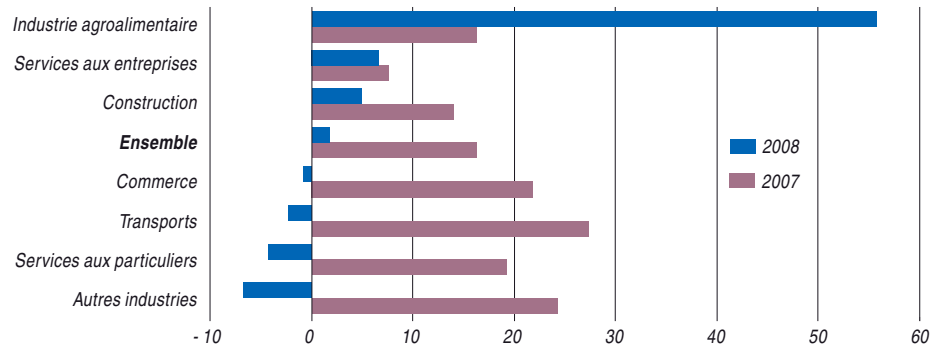
Source : Insee Répertoire des entreprises et des établissements (Sirène) Unité : %

POUR EN SAVOIR PLUS

Croissance plus faible des créations d'entreprises en 2008 / Sergine Tellier - INSEE première - N° 1221 (janvier 2009).

Tableau de bord de la conjoncture en Haute-Normandie / Insee Haute-Normandie - Aval (4 numéros par an).

Évolution du nombre de créations d'entreprises en 2007 et 2008 en Haute-Normandie



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)

Unité : %

démarches de création et les impositions sociale et fiscale).

Le taux de création d'entreprises régional s'élève à 10,3 % comme en 2007. Il reste inférieur de 0,7 point au taux national.

Les créations d'entreprises sont en plein essor dans les industries agroalimentaires, notamment dans les activités de cuisson de produits de boulangerie (+ 69 %). La hausse reste soutenue dans les services aux entreprises. La construction conserve son dynamisme.

Les créations d'entreprises commerciales fléchissent légèrement. Le commerce automobile (- 20,4 %), le commerce de détail alimentaire (- 11,1 %) et le commerce de gros (- 5,1 %) sont particulièrement touchés. Les services aux particuliers attirent moins de nouveaux entrepreneurs, le repli est surtout marqué dans l'éducation et l'action sociale (- 21 %) et dans les activités de loisirs (- 19 %). Les créations d'entreprises régressent dans l'industrie et dans une moindre mesure dans les transports.

DÉFINITIONS

Le taux de création mesure le renouvellement du tissu productif en rapportant le nombre d'entreprises créées au cours d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de la même année.

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre d'une entreprise suite à une cessation de paiement.

Les entreprises créées avec des salariés restent minoritaires (13 %). Cependant, le nombre moyen de salariés dans ces entreprises augmente sensiblement, passant de 2,6 en 2007 à 3,1 en 2008. Les entreprises de plus de 10 salariés sont plus nombreuses à s'installer dans la région : 46 contre 26 en 2007. Ces créations concernent notamment le bâtiment tel Isotherma-Krief Environnement à Montivilliers, spécialisé dans l'isolation thermique et la climatisation, et les restaurants comme MAJE, à Rouen. En 2008, les créations d'entreprises haut-normandes génèrent 2 500 emplois salariés □

UN TAUX DE DÉFAILLANCE EN LÉGÈRE HAUSSE MAIS D'AVANTAGE D'EMPLOIS MENACÉS

Entre le 4e trimestre 2007 et le 3e trimestre 2008, 896 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en Haute-Normandie. Cette procédure touche 1,5 % des entreprises haut-normandes pour 1,4 % sur la même période, un an auparavant. En France, 1,6 % des entreprises sont concernées. Les secteurs les plus touchés dans la région sont la construction (2,6 %), le transport (1,8 %), les industries agroalimentaires (1,7 %) et les autres industries (1,6 %). Les entreprises du commerce et des services paraissent moins vulnérables avec un taux respectif de 1,5 % et 1,1 %. Les défaillances d'entreprises concernent 3 300 salariés en Haute-Normandie soit 900 salariés de plus que l'année précédente.

Le retour des Français en Haute-Normandie relance la fréquentation touristique

Sylvie BASLÉ

En baisse constante depuis 2003, le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels haut-normands augmente en 2008, alors qu'il baisse en France. Les Français sont les plus nombreux à fréquenter les hôtels de la région, et plus particulièrement la clientèle d'affaires.

Les touristes étrangers, moins présents, préfèrent le camping.

En 2008, l'hôtellerie homologuée de Haute-Normandie enregistre 2 958 000 nuitées, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à 2007, alors que le nombre de nuitées baisse très légèrement pour la France (- 0,7 %). La durée moyenne de séjour reste stable, tant au niveau régional que national (respectivement 1,6 jour et 1,8 jour).

Les Français représentent 77 % de la clientèle des hôtels haut-normands, et le nombre de leurs nuitées augmente de 7,7 % sur l'année.

Le mois de juillet brille par son éclatante progression (+ 19 %) : la présence de l'Armada à Rouen et ses nombreuses attractions ont des retombées positives qui se font sentir aussi bien en Seine-Maritime que dans l'Eure.

En revanche, la baisse des nuitées des touristes étrangers atteint 12,2 % en un an, bien qu'ils soient venus plus nombreux au cours du premier trimestre 2008. Ce retrait touche principalement les Européens. Le taux d'occupation des hôtels reste stable, et près de la moitié des nuitées passées

dans les hôtels de la région le sont dans les 2 étoiles.

Tout au long de l'année, la clientèle d'affaires est particulièrement présente en Haute-Normandie ; elle concerne 62 % des nuitées, contre 44 % au niveau national.

Après une saison estivale 2007 en forte baisse, la fréquentation des terrains de camping enregistre une percée notable. Pendant la saison 2008, 576 000 nuitées sont enregistrées en Haute-Normandie, soit 5,9 % de plus qu'en 2007, contre + 1,1 % pour la France métropolitaine. Cette hausse profite plus au département de l'Eure qu'à celui de la Seine Maritime (respectivement + 11,2 % et + 4,3 % de nuitées). La durée moyenne de séjour des campeurs reste stable dans l'Eure et baisse légèrement en Seine-Maritime.

Les touristes français sont en grande partie à l'origine de la hausse de la fréquentation dans les campings (+ 9,7 % contre + 1,2 % au niveau national), mais ils restent moins longtemps. Leur durée moyenne de séjour diminue (3,6 jours contre 4,4 jours en 2007).

Les touristes étrangers renforcent leur présence dans les campings haut-normands. Ils augmentent leurs nuitées dans la région de + 1,3 %, contrairement à l'Hexagone qui affiche un retrait de - 0,4 %. Ils séjournent en moyenne 2,4 jours dans un camping □

DÉFINITIONS

Arrivées : nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans le même hôtel ou dans le même camping.

Nuitées : nombre total de nuits passées par chaque arrivant dans un établissement ; ainsi un couple séjournant trois nuits consécutives dans un hôtel ou un camping correspondra à six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Durée moyenne de séjour : rapport, exprimé en jours, entre le nombre de nuitées totales et le nombre d'arrivées totales.

Taux d'occupation : rapport, exprimé en %, entre le nombre de chambres ou d'emplacements occupés et le nombre de chambres ou d'emplacements offerts.

MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans cette étude sont tirés des enquêtes de fréquentation réalisées chaque année auprès de l'hôtellerie homologuée de 0 à 4 étoiles luxe et hôtels de chaîne non homologués ainsi que de l'hôtellerie homologuée de plein air. Les enquêtes, obligatoires, sont effectuées par l'Insee à la demande de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (1). Les questionnaires portent sur la clientèle française et étrangère.

L'enquête de fréquentation hôtelière est réalisée mensuellement, tout au long de l'année. La représentativité de l'enquête est améliorée grâce à une extension de l'échantillon financée par les comités régional et départementaux du tourisme.

L'enquête dans l'hôtellerie de plein air est effectuée mensuellement de mai à septembre auprès de l'ensemble des terrains de campings homologués de 1 à 4 étoiles.

(1) DGCIS : regroupement des anciennes Direction générale des entreprises, Direction du tourisme et Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales.

Fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air homologuées de Haute-Normandie

	Hôtel (1)		Camping (2)	
	2008	2007	2008	2007
Nombre d'arrivées				
Français	1 878	1 838	195	172
Etrangers	1 452	1 359	89	67
	426	479	106	105
Nombre de nuitées				
Français	2 958	2 892	576	544
Etrangers	2 268	2 106	324	295
	690	786	252	249
Durée de séjour				
Français	1,6	1,6	3,0	3,2
Etrangers	1,6	1,6	3,6	4,4
	1,6	1,6	2,4	2,4
Taux d'occupation	57,7	58,7	29,3	29,1

Sources : Insee, DGCIS (Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services), partenaires régionaux du tourisme (DRT, CRT, CDT)

Unités : millier, jour, %

(1) Données provisoires pour novembre et décembre 2008.

(2) Campings : mai à septembre

POUR EN SAVOIR PLUS

Une bonne saison touristique 2008 dans l'hôtellerie haut-normande / Insee Haute-Normandie - Brèves d'aval - N° 5 (décembre 2008).

www.veilleinfotourisme.fr